

un enfant de la
apporté dans le
l'union des Cana-
l'objet de notre
te, mais que nous
livrer à la publi-
tion, au point de
la confédération
l'indulgence que
roit de solliciter

n principe :
re indépendance,
icain à reconnat-
encore la néces-
sant que le pays

es ;
toutes les Pro-
que du Nord de-
l'indépendance
ilitant des com-
s fleuves, les ca-
Navigation, et en

de fer intercolo-
sur lequel repose
ation que de l'a-
s ;

et sans autre rea-
au point de vue
s songer ; mais
hôpital de papier
erait facilement
en entreprenant

r d'Halifax.
manière à per-
tonnage de so
squin l'extrémité
reliant ainsi le
principaux ports

ont nous venons
nt la valeur de
cutons libérale-
quels l'éminent
s'est lui-même

ux cette impor-
de mort pour
de réciprocité
merciales pen-
s ?

Canada n ayant
ndant six mois
difficultés sans
ver, l'indispen-
des Etat-Unis
de Portland,
rquemment, pla-
ve de telle im-
qu'il est maté-
ernement pré-

voyant de demeurer plus longtemps dans un tel
status quo.

Lorsque le gouvernement américain jouissait
des bienfaits de la paix, que l'union de toutes les
provinces du Nord et du Sud de son territoire
vivaient sous le même pavillon politique et de
prospérité, que les liens d'amitié unissaient nos
provinces au gouvernement américain, que nos
échanges commerciaux se faisaient de part et
d'autres avec libéralité et avantage mutuel, il
était possible de demeurer froid spectateur du
présent, sans songer à l'avenir que des compli-
cations politiques sont venues assombrir et rendre
redoutable à plus d'un point de vue.

Depuis le rappel de notre traité de réciprocité,
qui commence à être mis à exécution dès
l'année prochaine, les hommes pratiques de toutes
les opinions se sont demandés ce qui adviendrait
de nos destinées politiques, industrielles et com-
merciales, si nous demeurons plus longtemps
sans forces en cas de guerre, sans voies ferrées
pour joindre nos ports pendant l'hiver, sans
canaux suffisants à notre navigation intérieure
pendant l'été et la saison navigable.

C'est alors qu'on a dit : Les Canadas sont iso-
lés, sans issue et sans ports, le gouvernement
américain n'a pas besoin de faire de grands ef-
forts pour s'emparer de ces provinces, et lors
même que l'Angleterre offrirait à ses possessions
protection et secours matériel, tôt ou tard la
conquête deviendra le fruit de quelques tentatives
des Etats-Unis. Que l'hiver nos communications
par Portland soient rompues, que par les autres
lignes du Haut-Canada elles soient seulement
arrêtées pendant six mois, et les deux Canadas
livrés à eux-mêmes sans industrie qui leur soit
propre, obligés de vivre des produits plus qu'or-
dinaires de leur sol, sous une température qui
paralyse tous travaux et toutes entreprises, la
population canadienne se trouve réduite à de-
mander aide à ses ennemis et à souhaiter l'an-
nexion.

Mais si au contraire il est possible au Canada
de sortir de cette impasse, de trouver des moyens
d'éviter le piège qui peut tous les jours lui être
tendu et dont le premier ballon d'essai vient
d'être lancé par le retrait du traité de réciprocité,
il est du devoir de tous ceux qui veulent res-
ter ce qu'ils sont, c'est-à-dire, sujets anglais cana-
diens, qu'ils proviennent de telle ou telle origine,
d'aider le gouvernement du pays à se créer des
moyens de sortir d'embarras et de ne pas le jeter,
au contraire, dans les difficultés d'une opposition
aussi systématique, qu'injuste et anti-patriotique.

Il faut donc de toute nécessité assurer la par-
faite indépendance des deux Canadas en facilitant
nos communications.

Les objections que nous avons souvent enten-
du faire aux projets d'un chemin de fer à Halifax
sont les suivantes :

L'immense étendue à parcourir par la voie fer-
rée est presque inhabitée, et, par suite du manque de
voyageurs, les bénéfices de la compagnie, qui en-
treprendra l'exploitation de cette voie, seront
nuls. Le prix du fret sera tellement exorbitant que
les marchands ne seront certainement jamais ve-
nir leurs marchandises par cette ligne. Il est des
saisons où les neiges s'amoncellent à telle quan-
tité que les dépenses pour la Cie., seront aussi
élevées que seront longs les délais pour faire par-

venir le fret à sa destination. Enfin, et la plus
forte objection est celle-ci : le Canada est déjà
endetté ; la construction de ce nouveau chemin
de fer va augmenter encore le budget des provin-
ces et sans nouvelles taxes ou des subsides du
gouvernement impérial, il est imprudent de
songer à créer un nouveau déficit à la caisse, qu'il
est matériellement impossible de combler. Voilà,
croyons-nous, les principales objections qu'il est
peut-être opportun de soulever, et nous serions
loin de blâmer nos économistes prévoyants d'op-
poser ces réflexions aux propositions du gouver-
nement, si nous ne pouvions leur répondre :

Ce n'est pas pour exploiter le transport des
voyageurs du Haut et du Bas-Canada seulement
que nous demandons le chemin de fer interco-
lonial, encore moins pour chercher des bénéfices
dans le transport des résidents entre le Canada
et le point de départ, Halifax ; mais c'est bien pour
fonder un moyen de transport de marchandises
entre le seul port abordable du Canada pendant
l'hiver que nous sollicitons la création de cette
ligne. Le prix du fret devra être calculé rai-
sonnablement et de la manière la plus équitable
par une commission de la Chambre de Commer-
ce des principales villes du Haut et du Bas Ca-
nada intéressées à la question ; la concession à
une compagnie ne pourra être faite que tout
autant que le prix du fret sera fixé à l'avance,
afin d'éviter un monopole dangereux, autant pour
les propres intérêts du commerce que pour ceux
des concessionnaires. Comme cette voie est sur-
tout un chemin stratégique et protecteur des
Provinces de l'Amérique Britannique du Nord,
et rentre forcément dans le système de défense
du pays, le gouvernement impérial devra con-
courir à la dépense dans une proportion assez
large pour indemniser le pays des immenses sa-
crifices que lui cause sa position exceptionnelle,
en égard aux Etats-Unis d'Amérique ; — l'amon-
cellement des neiges et des glaces dans certai-
nes saisons de l'année n'est pas une objection
soutenable en présence de l'avenir sans issue du
Canada si les Etats-Unis venaient à recuser nos
débouchés par leurs voies ferrées, et la question
de quelques jours de retard par les neiges et par
les glaces ne peut entrer en balance avec les
inconvenients et les dangers de notre abandon
complet à nos propres ressources en cas de guer-
re avec nos très-susceptibles et, encore plus, arro-
gants voisins.

Quant à la question de la dépense pour le
pays, nous savons bien que cette objection peut
être soulevée par des hommes à vues étroites et
à conceptions bornées, mais nous ne permettrons
pas à des hommes sérieux et réfléchis de nous
faire de semblables objections. *Il faut être ou ne
pas être* ; voulez-vous devenir américain, dites
oui, et demandez l'annexion ; voulez-vous de-
meurer ce que vous êtes et grandir encore en
étendue et en prospérité, alors, vous tous, peu-
ples de l'Amérique Britannique du Nord, tendez-
vous une main fraternelle, faites abandon de
toutes vos jalousies de race, de préjugés, de re-
ligion, et ne songez qu'à votre nationalité cana-
dienne et britannique, prenez des moyens effica-
ces pour sortir de cette impasse, et par une al-
liance étroite d'intérêts communs, unissez en
confédération les possessions britanniques du
Nord. Vous vous aiderez dans les dépenses, vous